

Rubriques

Aménagement du territoire

Étude

- Le droit de l'aquaculture marine - Tendances et problèmes, par Jean-Claude HELIN 549

Droit administratif comparé et étranger

La situation juridique du demandeur d'asile (suite)

3. Espagne, par Lorenzo MARTIN-RETORTILLO BAQUER 557
4. Finlande, par Tore MODEEN 565

Droits et libertés

Jurisprudence

La liberté de quitter le territoire

1. L'institution d'un visa de sortie pour les étrangers, par Ronny ABRAHAM 567
(Concl. sur Cons. d'Ét., 22 mai 1992, *Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI)*)
2. La liberté pour les résidents de sortir du territoire, par Serge LASVIGNES 570
(Concl. sur Cons. d'Ét., 9 nov. 1992, *Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française, président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française*)

Responsabilité

Nouveaux progrès du droit de la responsabilité en matière de santé publique

1. Responsabilité hospitalière et risques thérapeutiques : de la présomption de faute à la responsabilité sans faute, par Serge DAËL 573
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 9 avr. 1993, *M. Bianchi*)
2. Sida et contrôle de la distribution des produits sanguins : de la faute lourde à la faute simple, par Hubert LEGAL 583
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 9 avr. 1993
1) *M. G.* - 2) *M. D.* - 3) *M. et Mme B.*)

Urbanisme

Jurisprudence

- La nature des pouvoirs conférés au maire en matière d'interruption des travaux violant les dispositions du code de l'urbanisme (art. L. 480-2, al. 3, c. urb.), par Jacqueline MORAND-DEVILLER et Dominique MORENO 602
(Note sous Cons. d'Ét., Section, 16 nov. 1992, *Ville de Paris*)

Arrêts et avis récents du Conseil d'État

- par Philippe TERNEYRE
Période du 1^{er} mars 1993 au 30 avril 1993 615

Document

- L'administration aux prises avec la jurisprudence, *Association des amis de Saint-Palais-sur-Mer* 612

Tables

- Alphabétique de matières et chronologiques de textes et de jurisprudence 637

Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Toutefois, des photocopies peuvent être réalisées avec l'autorisation de l'éditeur. Celle-ci pourra être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Téléphone : 43 26 95 35. Télécopieur : 46 34 67 19.

Correspondance concernant la rédaction
Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05

Abonnements
(jointe paiement à l'ordre de Daloz-Sirey -
messageries aériennes sur demande.)
Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n^{os} 1993
France et D.O.M. : 610 F
Étranger : 695 F

Administration et abonnements
Daloz-Sirey, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la
livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le
service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pen-
dant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale (suite)

6. De la coopération décentralisée (commentaire du titre IV de la loi d'orientation du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République), par Christian AUTEXIER 411
7. De l'influence de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République sur les services publics locaux, par Jean-François LACHAUME 426

Le contrôle des campagnes électorales

1. Le juge administratif et le contrôle des comptes de campagne des candidats aux élections, par Bernard MALIGNER 439
2. Le champ d'application de la loi du 15 janvier 1990 relative au financement des activités politiques, par Ronny ABRAHAM 469
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 23 oct. 1992, *M. Panizzoli*)
3. Le plafonnement des dons consentis par des personnes morales aux partis politiques, par Stéphane FRATACCI 478
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 26 févr. 1993, *Rassemblement pour la République*)
4. La prise en compte des émissions de radio dans les dépenses électorales, par Serge DAËL 490
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 7 mai 1993, *Élections régionales de la Réunion*)
5. Le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le contenu de la campagne radio-télévisée des partis politiques, par Jean-Claude BONICHOT 506
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 26 mars 1993, *Parti des travailleurs*)

Le droit de l'étranger au respect de sa vie familiale

1. Le droit de l'étranger à mener une vie familiale normale, lecture nationale et exigences européennes, par Henri LABAYLE 511
2. L'extension du champ d'application de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, par Martine DENIS-LINTON 541
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 10 avr. 1992 (3 espèces) 1) *M. Aykan* - 2) *M. Marzini* - 3) *M. Minin*)

rfda 3

1993

Bimestrielle

9^e année

Mai-Juin

Pages 411-638

 **sirey**